

Un nouvel équilibre entre les Nations ? (II)

Après avoir évoqué les faits du pogrom du 7 octobre 2023, instigué et mis en œuvre par le Hamas à partir de la Bande de Gaza, nous avons donné un aperçu rapide de la signification « musulmane » des événements. Voici, maintenant, la réaction de l'État d'Israël ainsi que la signification « religieuse » ancrée dans la Bible.

II. Les réactions d'Israël

Le 30 octobre 2023, le *New York Times* publie un article alimenté par des fuites en provenance des renseignements israéliens. Il établit que, plus d'une année avant la razzia du 7 octobre 2023, les services secrets de l'État d'Israël sont en possession de documents planifiant une opération militaire semblable à celle du 7 octobre. L'un des plus détaillés est surnommé « Murailles de Jéricho », en référence au récit biblique de l'effondrement de l'enceinte de la cité cananéenne assiégée par les Hébreux, sous la conduite de Josué à la sortie du désert, après la traversée du Jourdain. La Tradition situe cet épisode au XIII^e siècle avant Jésus Christ. Le Hamas dira que la barrière de protection d'Erez séparant Israël de la bande de Gaza va s'affaisser comme les murs de Jéricho au temps de Josué.

L'otage des zélotes

Des observateurs attribuent la prise en défaut de l'État d'Israël le 7 octobre à l'arbitrage politique fait par Netanyahu de l'emploi des forces militaires. En effet, il n'y a plus de troupes stationnées sur la frontière avec Gaza car celles-ci sont déployées en Cisjordanie. L'expansion par la violence de « colonies de peuplement » à l'instigation des alliés d'extrême droite du Premier ministre s'y accompagne d'exactions et d'assassinats envers les habitants palestiniens. Ceux-ci réagissent également par la violence. Au moment des accords de paix d'Oslo en 1993, on compte une centaine de milliers de colons. Fin 2023, on en dénombre un demi-million. L'ONG israélienne Yesh Din et l'ONU répertorient 1 225 attaques de colons contre huit villes ou villages arabes en 2023. L'armée doit être présente pour maintenir l'ordre. C'est une condition imposée au Premier ministre par les députés des partis Force juive et Mafdal-Sionisme religieux, dirigés par Bezalel Smotrich (né en 1980), ministre des Finances et de l'Administration civile auprès du ministre de la Défense. Un soutien vient aussi d'Itamar Ben-Gvir (né en 1976), ministre de la Sécurité nationale. Ces deux derniers résident en Cisjordanie.

NOTRE ÉVÊQUE NOUS PARLE

Ces partis militent pour qu'Israël devienne un État théocratique exclusivement régi par la loi biblique, et pour l'annexion de la Cisjordanie et de Gaza. Ils contrôlent 14 des 120 membres de la Knesset, le Parlement israélien. La coalition gouvernementale constituée le 29 décembre 2022 compte 64 membres au Parlement.

Si le Premier ministre envoie les troupes en Cisjordanie, c'est parce qu'il est convaincu que le Hamas ne va pas attaquer pour le moment. Il pense que la ligne du Hamas, proche du Qatar, est satisfaite du statu quo. En même temps, laisser le Hamas tranquille, c'est le séparer de la ligne de l'autorité palestinienne en Cisjordanie dirigée par Mahmoud Abbas (né en 1935) à Ramallah.

Benjamin Netanyahu est le petit-fils d'un rabbin émigré de Lituanie en Palestine mandataire en 1920. Il est né en 1949 à Tel Aviv. Engagé dans la diplomatie, il est ambassadeur de l'État d'Israël auprès des Nations Unies de 1984 à 1988. Il s'engage dans l'action politique et bat le Premier ministre Shimon Peres (1923-2016) en 1996. Il exerce la fonction de Premier ministre de 1996 à 1999, de 2009 à 2021 et encore à partir de 2022. Depuis 2019, il est en situation judiciaire précaire : il est inculpé des chefs de corruption, fraude et favoritisme. S'il devait être condamné, ce serait une peine de seize ans de prison. L'instruction du procès a été interrompue après le 7 octobre 2023 mais a repris le 4 décembre 2023.

Le pogrom perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023 a atteint en priorité des Israéliens héritiers des valeurs de la gauche et les jeunes du festival « Tribu de Nova ». Les Israéliens de ces tendances s'étaient soulevés depuis le début de 2023 contre le gouvernement de Netanyahu, qui avait enlevé à la Cour suprême une prérogative de son indépendance. En effet la nomination des juges allait être surveillée par la majorité parlementaire. La Cour suprême n'aurait plus la possibilité d'annuler une décision gouvernementale prise pour des motifs estimés « déraisonnables » par les hauts magistrats.

Le Premier ministre entre ainsi dans une position judiciaire moins précaire et ses alliés d'extrême droite reçoivent le droit d'imposer les règles du droit judaïque (la halakha) sur le droit démocratique. On entre ainsi dans l'idéologie du suprémacisme qui estime qu'une partie de la population, les Israéliens de confession juive, est supérieure à une autre partie de la population, les Palestiniens et les Arabes israéliens.

Une bonne partie des citoyens israéliens organise une vague de protestation. Même le Président des États-Unis, Joe Biden (né en 1942), y fait allusion. Parmi les protestataires, on compte les réservistes volontaires de l'armée. Or le service de réserve permet à Tsahal, l'armée régulière, qui compte 160 000 combattants, de disposer de 465 000 réservistes qui ne sont pas des volontaires, mais des citoyens contraints de rester à la disposition de leur régiment et tenus en permanence d'être en mesure d'intégrer rapidement leurs unités. Finalement le projet de loi, validé en juillet 2023, sera invalidé le 1^{er} janvier 2024 par la Cour suprême.

Le Hamas constate, comme l'axe de résistance de Téhéran, que la société israélienne manifeste une grande fracture. Les médias, au Moyen-Orient comme

ailleurs, relatent les différentes étapes des controverses entre les différentes composantes de la société israélienne.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'État d'Israël est le « protecteur des Juifs », persécutés par les nazis. En octobre 1973, les travaillistes au pouvoir en Israël n'ont pas vu venir l'offensive venant des Arabes. Ce qui a reçu le nom de « guerre du Kippour » a été la fin des travaillistes, alors qu'ils étaient présents dès la création de l'État d'Israël. Ils seront supplantés par l'émergence de la « droite » dont Netanyahu a été un acteur important. Dans cette droite, l'axe « politico-religieux » est devenu de plus en plus puissant. Il forme un groupe très important dans le gouvernement entré en fonction en décembre 2022.

On peut comprendre que, parmi les motifs invoqués pour une réaction militaire face au pogrom du 7 octobre 2023, Netanyahu songe également à l'avenir de la « droite » israélienne qui n'a pas vu venir le coup d'éclat du Hamas.

Du pogrom de Be'eri à l'hécatombe de Gaza

Le Premier ministre Netanyahu fixe trois buts aux opérations militaires : la destruction des infrastructures du Hamas, la liquidation de Yahya Sinwar et de ses collaborateurs et la neutralisation de Gaza afin que cette enclave ne constitue plus jamais une menace pour Israël.

Or, depuis 2011, Netanyahu a consolidé le pouvoir du Hamas afin d'affaiblir l'Autorité palestinienne de Cisjordanie. Il a laissé monter Yahya Sinwar en puissance, stipendié par le Qatar, en « oubliant » qu'il pouvait être le fer de lance de « l'axe de la résistance » contrôlé par Téhéran.

La riposte d'Israël procède de la combinaison de deux logiques. La première s'inscrit dans la doctrine explicitée dans le *Livre blanc* de Tsahal en 2015, rédigé sous l'autorité du chef d'état-major d'alors, le général Benny Gantz (né en 1959), ultérieurement rival de Netanyahu, mais inclus dans le cabinet de guerre institué après le 7 octobre. Elle est basée sur le principe de la riposte proportionnée, qui consiste en une réponse déterminée aux attaques aux frontières. Israël doit pouvoir se prémunir contre tout nouveau projet d'extermination, contre la disparition de son peuple.

La seconde logique se greffe sur la première. Les buts annoncés des opérations militaires sont irréalisables sur le court terme, sauf si on ne fait que massacrer collectivement ceux sur lesquels Netanyahu s'est personnellement fourvoyé. Pour Netanyahu, le Hamas est comparé à Amalek, l'ennemi des Juifs qu'il faut anéantir. Il est signalé dans le livre de la *Genèse* et le *1^{er} Livre des Chroniques*. Or, Netanyahu n'a pas vu venir le pogrom. Il se lance par conséquent dans une fuite en avant afin de survivre politiquement et judiciairement. D'où son discours sur une guerre « longue ». Il a recours aux objectifs des suprémacistes et des Israéliens qui attendent le Messie. Ses alliés politiques prônent le retour des colons israéliens dans la bande de Gaza et l'évacuation des deux millions de Palestiniens de Gaza vers le désert égyptien, le Sinaï.

NOTRE ÉVÊQUE NOUS PARLE

Si l'éradication du Hamas satisfait l'électorat de Netanyahou, le massacre des habitants de Gaza peut avoir des incidences négatives sur la population d'Israël, fort imbriquée dans la mondialisation au plan économique et commercial. Finalement Netanyahou applique les souhaits de la droite religieuse israélienne. Ce qu'il faut noter, c'est que non seulement la droite israélienne devient de plus en plus « religieuse », mais également que les Arabes israéliens deviennent de plus en plus religieux. Ceux-ci composent 23,5 % de la population en Israël.

Démographie des partis religieux

Autour de l'État d'Israël, la plupart des États sont musulmans. En deux générations, ce qui était « laïc » a été supplanté par « le religieux conservateur ».

En Turquie, les classes moyennes laïques des villes ont fait place aux enfants de familles nombreuses issues de l'exode rural installées dans les périphéries urbaines. Les activistes rigoristes les ont aisément captés dans leurs filets. Le président Erdogan (né en 1954), dont l'idéologie est proche de celle des Frères Musulmans, est réélu en mai 2023 pour la quinzième fois, alors que sa gestion du séisme du 6 février 2023 est désastreuse.

Au Liban, la surnatalité des chiites pauvres, marginalisés lorsque fut établi le Pacte national libanais en 1943, s'est traduite par la prise de contrôle de l'État par le Hezbollah, aidé par Téhéran. Beyrouth est le siège des institutions instituées en 1943. La Dahiyé, banlieue au sud de Beyrouth, où se concentrent les chiites chassés par l'exode rural et les bombardements israéliens, est la véritable capitale du Liban. C'est à cet endroit que le cheikh Hassan Nasrallah (1960-2024), porte-parole de l'axe de la résistance, a prononcé ses discours des 3 novembre 2023 et 3 janvier 2024.

En Israël règne le même souci de fécondité. Les cinq épouses des dirigeants des partis religieux de la coalition victorieuse des élections du 1^{er} novembre 2022 ont mis au monde 42 enfants. Les haredim (ultra-orthodoxes) représentent en 2020 20 % de la population juive, et devraient atteindre 35 % en 2040. À Jérusalem, ils ont 24 % des suffrages.

Les sionistes religieux ont la volonté d'annexer au plus vite la « Judée-Samarie » (Cisjordanie) en y multipliant les colons pour chasser les Palestiniens. Ces sionistes religieux ont investi l'armée. Ils forment les jeunes dans des *hesder yeshivot*, qui combinent préparation militaire intensive et études bibliques. Les lauréats obtiennent des postes de responsabilité dans les unités de combat.

La « guerre des Six jours » de juin 1967 et les conquêtes territoriales qui ont suivi les ont confortés dans l'idée que le plan divin caché aux yeux des profanes va se réaliser. En effet, Jérusalem-Est, le Mur des Lamentations, la Judée et la Samarie bibliques ainsi que Gaza deviennent « israéliens ».

La « guerre du Kippour » d'octobre 1973 et les accords d'Oslo qui ont suivi en 1993 sont des obstacles, qui radicalisent la position des sionistes religieux, appelés les *Goush Emounim* (Bloc des fidèles).

Le contrepois du judaïsme américain

Les États-Unis d'Amérique ont une communauté juive pratiquement de même nombre que celle d'Israël : plus de sept millions. Certaines statistiques évaluent le nombre de Juifs américains à douze millions. La réaction au pogrom du 7 octobre 2023 est ressentie profondément, mais elle refuse un type de riposte militaire qui aliénerait les appuis nécessaires à la pérennité même d'Israël, parmi les nations des Gentils. La réaction n'hésite pas à remettre en cause le pacte scellé entre Netanyahu et les affidés d'extrême droite.

Pour les Juifs des États-Unis, l'offensive armée qui a abouti à l'hécatombe de plus de 40 000 civils à Gaza, au déplacement de deux millions de personnes et au ravage de fond en comble du territoire manifestent un échec militaire et politique. Les infrastructures souterraines du Hamas ne sont pas anéanties après trois mois d'assauts. Yahya Sinwar et ses lieutenants demeurent inatteignables.

Les médias donnent les statistiques sur l'insécurité nutritionnelle aiguë, la famine, l'hygiène, le manque de médicaments et de vaccins, la destruction systématique des hôpitaux et des établissements scolaires. Les Républicains comme les Démocrates sont divisés face à la manière dont la riposte militaire est dirigée. Tout cela bouleverse la « relation spéciale » que les États-Unis ont traditionnellement avec l'État d'Israël. Les manifestations d'étudiants et de professeurs dans des universités prestigieuses comme Harvard le montrent clairement. Mme Claudine Gay, fille d'immigrés haïtiens, présidente de l'université de Harvard, a été convoquée par la Chambre des représentants le 5 décembre 2023. On lui a demandé si « appeler au génocide des Juifs violait le règlement sur le harcèlement d'Harvard, oui ou non ». La réponse n'est pas ce qu'on attendait : « Cela le peut, en fonction du contexte ». Même la Maison Blanche a manifesté son mécontentement. Mme Gay a présenté sa démission le 2 janvier 2024.

Nous sommes par conséquent dans une situation compliquée dans les relations entre les États-Unis et Israël. De manière officielle, les États-Unis affirment qu'ils soutiennent Israël. Les Républicains et les Démocrates, qui se préparent à l'élection présidentielle de 2024, ne savent pas toujours comment « construire la paix dans la justice ».

Gilles KEPEL, *Holocaustes, Israël, Gaza et la guerre contre l'Occident*, Paris, Plon, 2024, p. 67-103.

+ Guy,
Evêque de Tournai